



Le souverainisme voulu par François Asselineau : un coût à 110 milliards €

Le candidat de l'UPR nous propose un programme qu'il considère comme gaulliste, dans les faits ce programme se traduit par un véritable retour en arrière et de nombreuses dépenses publiques.

Dans un premier temps, le retour à une souveraineté nationale passe par la sortie de l'Union Européenne et de la Zone Euro. Loin des candidats qui avancent à couvert de grandes négociations avec nos partenaires européens, lui assume totalement cette politique et souhaite activer l'article 50 du traité de l'UE pour engager ce qu'il appelle le Frexit. Dans un second temps, comme le général De Gaulle avant lui, il préconise la sortie du commandement intégré de l'OTAN. Enfin, dans un troisième temps, le candidat souhaite doubler le budget de la défense, pour le passer à 3% du PIB.

Coût de ces mesures souverainistes : **13 milliards d'euros liés à la sortie de l'UE ; 30 milliards d'intérêt** supplémentaires sur notre dette liés à la sortie de la monnaie commune ; **30 milliards d'euros d'augmentation du budget de la défense**. Un total donc de **73 milliards d'euros de déficit supplémentaire**.

En plus de ces mesures, François Asselineau souhaite reprendre le contrôle public de nombreuses entreprises privées : Edf et Enedis, Engie, Orange, TF1, Airbus Group, etc. A cela il faut ajouter le retour à la nationalisation des sociétés d'autoroute, qui coûtera plus de 15 milliards d'euros dès l'année 2018 ! Coût total de la nationalisation de ces grandes entreprises : **37 milliards d'euros par an**.

Dans le même temps, les recettes annoncées par le candidat sont totalement fantasques et idéologiques. Selon lui, la sortie de l'UE entraînerait une baisse des contraintes réglementaires sur notre économie qui pourrait rapporter **38,7 milliards d'euros par an**, dont 30 uniquement aux entreprises. De même, il espère engranger des recettes à hauteur de 20 milliards d'euros grâce à la lutte contre la fraude fiscale.

Mesure	Coût à horizon 2022
Sortie de la zone euro	30 milliards €
Sortie de l'UE	13 milliards €
Augmentation du budget de la défense	30 milliards €
Nationalisation d'entreprises privées	37 milliards €

Total à financer en 2022	110 milliards €
---------------------------------	------------------------

Ces recettes sont largement surévaluées et constituent une boîte noire que personne, pas même le candidat, ne pourrait anticiper avec certitude.

=> Finalement, le retour à une France indépendante et isolée souhaité par le candidat de l'UPR, coûterait 110 milliards d'euros à horizon 2022.